



Conseil de sécurité
Débat ouvert

**« Maintien de la paix et de la sécurité internationales :
le rôle des femmes et des jeunes »**

New York, le 28 mai 2024

Déclaration lue par S.E. Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Merci Madame la Présidente,

Et bienvenue de retour dans cette chambre, Madame la Ministre.

« Nous croyons toujours à la promesse d'un monde meilleur pour tout le monde. Et vous ? » Voici la question des jeunes dans une lettre ouverte aux dirigeantes et dirigeants mondiaux, partagée par le Bureau des Nations unies pour la Jeunesse, il y a juste un mois.

Il y a pourtant presque 25 ans déjà, 5 ans après le coup d'envoi lancé par la Déclaration et le Plan d'Action de Beijing de 1995, le Conseil a adopté la résolution 1325, sur les femmes la paix et la sécurité (FPS). Elle prommettait ainsi aux femmes de leur ouvrir les portes des processus de paix et de mieux les protéger. Il y a près de 10 ans, par la résolution 2250 sur la jeunesse, la paix et la sécurité (JPS), il l'a promis aussi aux jeunes. Le débat d'aujourd'hui nous donne l'occasion de passer en revue la mise en œuvre de ces promesses. Je remercie le Mozambique de nous y avoir convoqués. Je remercie également les intervenantes et intervenants pour l'expertise qu'ils ont partagée avec nous, et je salue l'avis de la Commission de consolidation de la paix.

Madame la Présidente,

Ces dernières décennies, nous avons élargi notre vision de la paix et reconnu la diversité des personnes qui la construisent.

Nous pouvons être fiers de ces acquis, de la reconnaissance du rôle essentiel des femmes dans la paix et la sécurité et de l'action des jeunes dans la résolution des conflits.

Mais tournons-nous vers le présent. Où sommes-nous aujourd'hui, selon les derniers rapports du Secrétaire général ?

Pour les femmes, les portes à la consolidation de la paix sont, au mieux, entrouvertes et semblent même se fermer. Les femmes en tant que médiatrices, négociatrices et signataires sont toujours l'exception plutôt que la norme dans les processus de paix. Nous l'avons entendu aujourd'hui des représentants des Nations unies, si l'on regarde les chiffres de la protection, ils ne sont pas encourageants.

Quant aux jeunes dans les processus de paix, le bilan est également mitigé, comme nous l'avons aussi entendu. Si des initiatives louables existent, par exemple en Colombie, au Yémen ou en République centrafricaine, les jeunes subissent généralement plus de violence, sont rarement impliqués dans les négociations de paix et perdent souvent confiance dans les institutions publiques.

En plus, l'approche du double anniversaire des résolutions 1325 et 2250 me fait penser au double obstacle que les jeunes femmes doivent franchir dans la consolidation de la paix.

Une piste prometteuse pour lever ces obstacles est la mise en réseau.

Premièrement, la mise en réseau des femmes et des jeunes qui s'engagent pour la paix. Des réseaux comme FemWise Africa montrent le succès de cet instrument en termes de visibilité, d'apprentissage

mutuel et de transmission de connaissances et de protection. Il s'agit donc de créer des réseaux là où ils n'existent pas, relier les réseaux de femmes et de jeunes là où ils existent, et les élargir activement à davantage de jeunes femmes.

Ensuite, les décideuses et décideurs politiques doivent intégrer et utiliser ces réseaux et établir des véritables partenariats avec eux. Des plans d'actions nationaux pour les JPS et FPS peuvent y contribuer.

Enfin, la mise en réseau au niveau multilatéral pour mettre en œuvre les Agendas FPS et JPS. Nous saluons à cet égard le rôle essentiel des avis de la Commission de consolidation de la paix au Conseil de sécurité.

Madame la Présidente,

Nombreux processus de paix le démontrent : plus la paix est ancrée dans chacune et chacun, plus elle est solide et peut grandir. Ce sont les actions de la société en entière qui pérennisent la paix. Bâtir cette paix est un enjeu trop grand pour qu'on puisse se passer tant de l'expertise et l'expérience des femmes que celles des jeunes.

En tant qu'États membres, nous aurons de nouveau l'occasion de tenir les promesses que nous avons faites il y a près de 25 ans : avec des messages fermes et forts dans le Pacte pour l'avenir et dans la réforme de l'architecture de paix 2025.

La Suisse continuera à appeler au respect des droits humains et du droit international humanitaire dans ses efforts. Sans protection, les femmes et les jeunes ne peuvent pas participer pleinement. La Suisse continuera aussi à s'engager pour que la voix des femmes et des jeunes soit pleinement entendue dans ce Conseil, et qu'il agisse avec elles et eux. A votre instar, Madame la présidente, nous y porterons une attention toute particulière lors de notre présidence du Conseil en octobre, occasion du débat annuel sur la question « femmes, paix et sécurité ».

Nous avons bien écouté et entendu, et essayerons de tenir compte de toutes les recommandations ici émises, avec détermination et sincérité. Pour que les jeunes puissent, *with a growing agency* comme cela a été dit, continuer à croire en cette promesse d'un monde meilleur, ou, dans les mots de Madame Diop « être les acteurs et actrices du changement ».

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President,

And welcome back to this Chamber, Madam Minister.

"We still believe in the promise of a better world for everyone. Do you?" Here is the question posed by young people in an open letter to world leaders, shared by the UN Youth Bureau just one month ago.

Almost 25 years ago, 5 years after the momentum kick-started by the 1995 Beijing Declaration and Platform for Action, the Council passed Resolution 1325 on Women, Peace and Security (WPS), promising to open the doors of peace processes to women and to better protect them. Nearly 10 years ago, with Resolution 2250 on Youth, Peace and Security (YPS), it promised the same to young people. Today's debate gives us the opportunity to review the implementation of these promises. I thank Mozambique for inviting us here. I would also like to thank the speakers for the expertise they have shared with us, and I welcome the opinion of the Peacebuilding Commission.

Madam President,

In recent decades, we have broadened our vision of peace and recognized the diversity of the people who build it.

We can be proud of these achievements, of the recognition of the essential role of women in peace and security, and of youth action in conflict resolution.

But let's turn to the present. Where are we today, according to the latest reports from the Secretary-General?

For women, the doors to peace-building are, at best, ajar, and even seem to be closing. Women as mediators, negotiators and signatories are still the exception rather than the norm in peace processes. As we heard today from United Nations representatives, if you look at the protection figures, they're not encouraging.

As for young people in peace processes, the picture is likewise mixed, as we have heard too. While commendable initiatives have been implemented, for example in Colombia, Yemen and the Central

African Republic, young people generally suffer more violence, are rarely involved in peace negotiations and often lose trust in public institutions.

Moreover, the approach of the double anniversary of resolutions 1325 and 2250 reminds me of the double barrier that young women must overcome to participate in peacebuilding.

One promising way of overcoming these barriers is through networking.

Firstly, networking between women and young people committed to peace. Networks such as FemWise Africa demonstrate the success of this instrument in terms of visibility, mutual learning and knowledge transfer, and protection. It's all about creating networks where they don't exist yet, linking women's and youth networks where they do, and actively extending them to more young women.

Secondly, policy-makers need to integrate and use these networks, and establish genuine partnerships with them. National WPS and YPS action plans can help to take account of each context and ensure that women and young people have a stronger role in peace-building.

Finally, networking at multilateral level to implement the WPS and YPS Agendas. In this respect, we welcome the essential role of the advice of the Peacebuilding Commission in the Security Council.

Madam President,

The experience of many peace processes shows that the more peace is rooted in each individual, the more solid it is and the more it can grow. It is the actions of society as a whole that sustain peace. Building this peace is too big a challenge to do without the expertise and experience of women and young people alike.

As member states, we will again have the opportunity to keep the promises we made almost 25 years ago: with firm and strong messages in the Pact for the Future and in the 2025 Review of the Peacebuilding Architecture.

Switzerland will continue to call for respect for human rights and international humanitarian law in its efforts. Without protection women and young people cannot participate fully and on an equal footing. Switzerland will also continue to work to ensure that the voice of women and young people is fully heard in this Council, and that we act with them. Following your example, Madam President, we will pay particular attention to this issue during our Presidency of the Council in October, when we will hold the annual debate on "Women, Peace and Security".

We've listened carefully, and will try to take on board all the recommendations made here, with determination and sincerity. So that, *with a growing agency* as it has been said, young people can continue to believe in the promise of a better world, or, in Madame Diop's words, "be the actors of change".

Thank you for your attention.